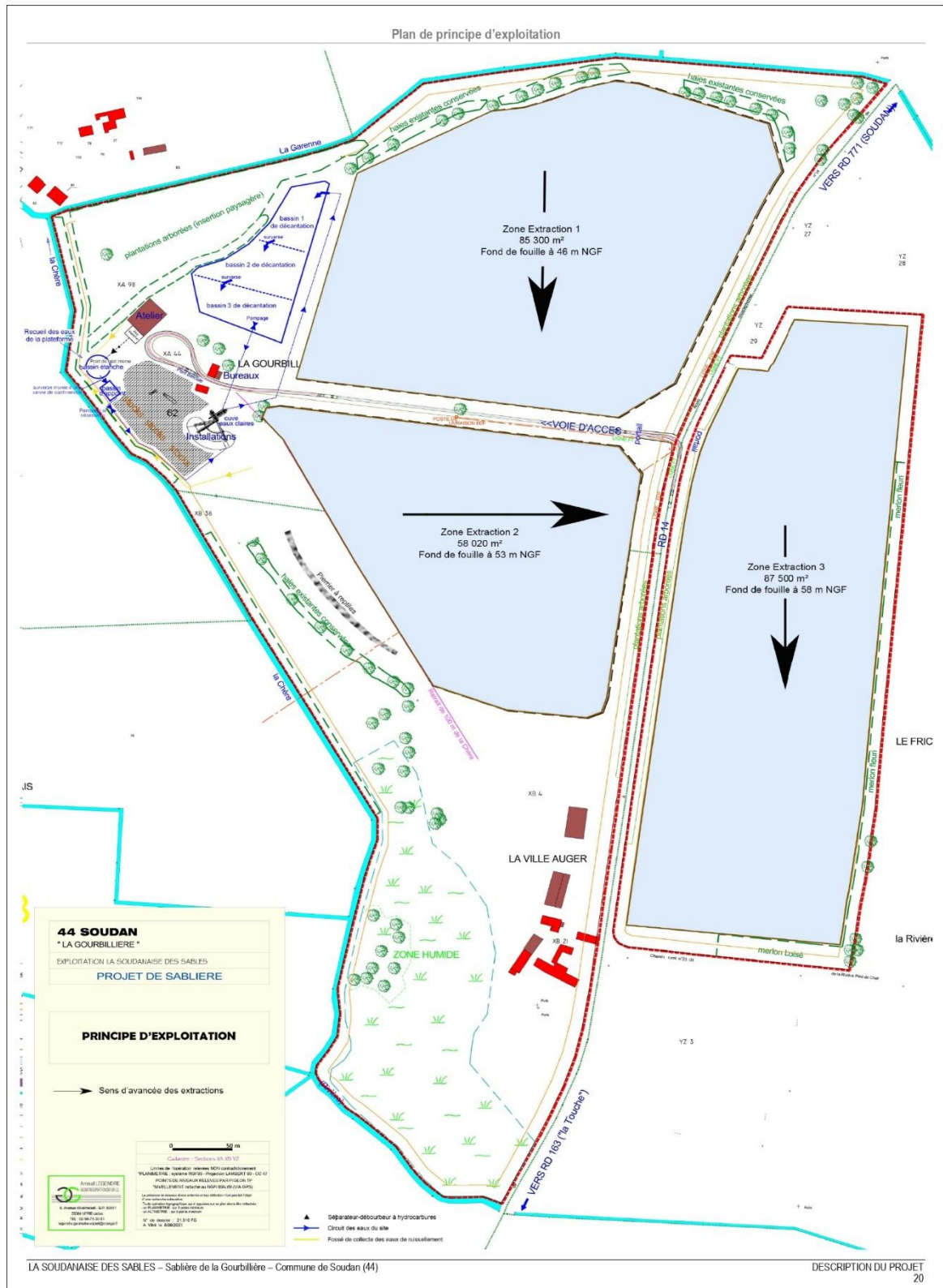


Présentation de notre analyse du projet de la Soudanaise des sables



Ce document est une analyse du projet de carrière de sable à Soudan. Il s'inscrit dans la suite de l'enquête publique et se veut comme étant un support de lecture complémentaire. Les extraits du dossier de l'enquête publique seront soutenus ou controversés par des sources non présentes dans le dossier du porteur de projet.

Aussi nous pensons que le planning de ce projet est anti démocratique et les délais d'étude ne laissent aucune réflexion à la population. En tête de liste nous remettons en question le cadre juridique des enquêtes publiques. En effet le délai imparti pour le commissaire enquêteur comme pour les citoyens est trop court, aucune réunion ou débat publics organisés, aucune réponse apportée aux éditeurs des contributions, aucune participation avec les autres communes impactées, aucune volonté de donner de la transparence sur l'avancée de la procédure. Pour ces raisons et d'autres, nous souhaitons faire une approche du projet plus citoyenne et avons décidé de nous concentrer sur les risques sanitaires environnementaux et non le fond du cadre juridique.

Quelques définitions de sigles :

ICPE : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

MRAe : Mission Régionale d'Autorité environnementale

ARS : Agence Régionale de Santé

CLE : Commission Locale de l'Eau

PPRI : Plan de Prévention du Risque Inondation

SAGE : Schéma d'Aménagement et Gestion des Eaux

SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

SRC : Schéma Régional des Carrières

PLU : Plan Local d'Urbanisme

Les Raisons du projet:

P.5 chapitre 3.1 de l'enquête publique :

1 «L'ouverture de cette sablière s'inscrit donc dans le contexte du remplacement de la sablière de Teillé. Ce gisement est indispensable pour permettre l'auto-alimentation et la pérennité de l'activité de l'entreprise. »

2 «Un déficit de sablières se fait ressentir sur la région Pays de la Loire, par une baisse des autorisations d'exploiter des carrières de sables pliocènes jusqu'en 2030 d'après le Schéma Régional des carrières des Pays de la Loire.

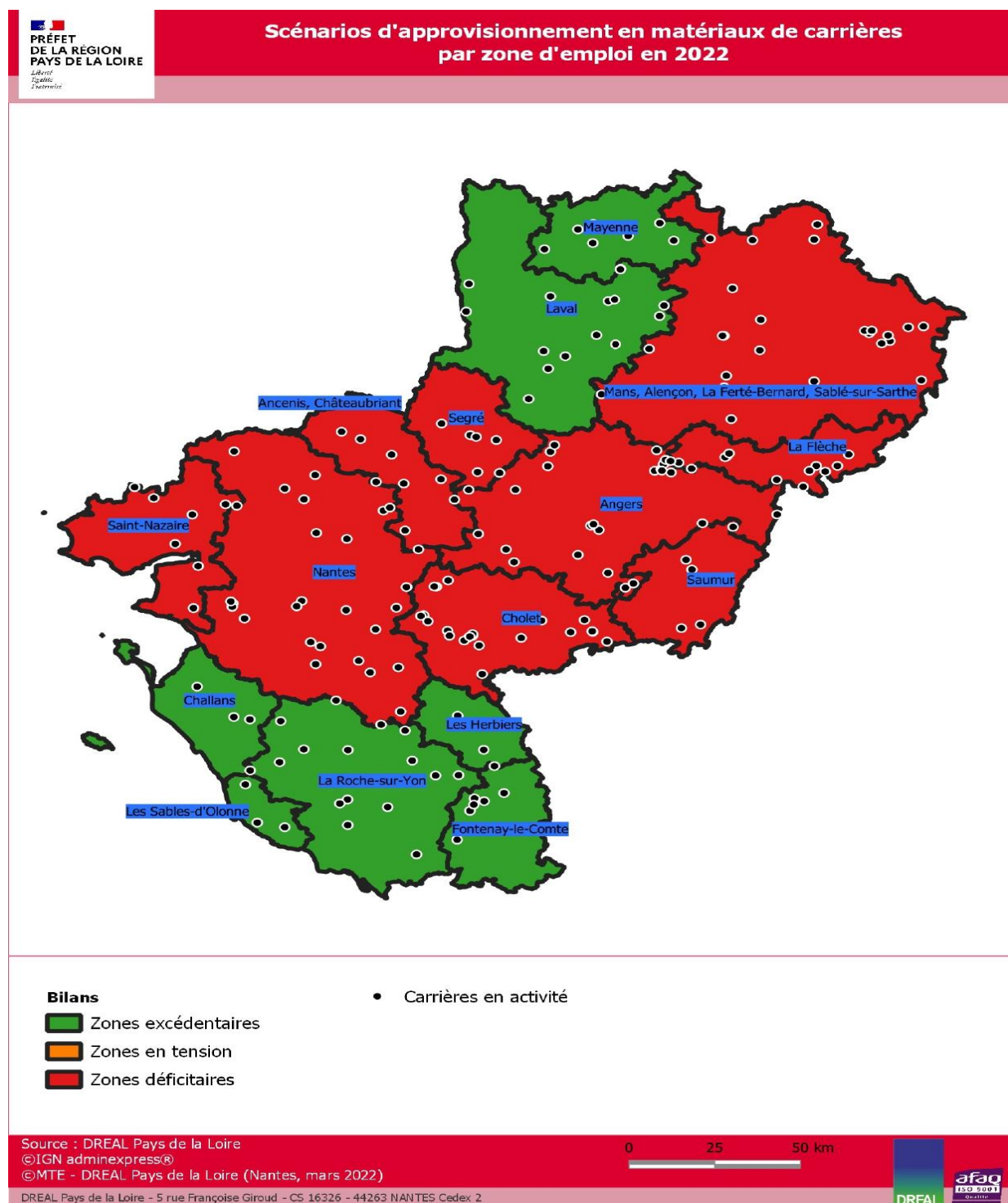
La région de la Bretagne présente aussi d'après le Schéma Régional des carrières une rareté des gisements de sables, les besoins régionaux ne sont pas entièrement satisfaits par les ressources régionales. Un déficit local en matériaux de sables pliocènes est donc bien présent sur ces deux régions qui seront desservies par la sablière de la Gourbillière localisée en limite.

De plus, ce projet présente un intérêt économique du fait de la réduction des coûts de transport (les matériaux seront extraits à proximité des usines d'emploi). »

- Les arguments précités sont, au vu du peu de raisons nécessaires porté à ce projet, les seuls que nous retiendrons.

Pour le premier il semble que ce gisement ne soit utilisé que pour la pérennité d'une société qui n'affiche qu'un résultat foncier, et non nécessairement. Autrement dit, on découvre avec précision que les intérêts et les ambitions financières d'une société aux lourds bénéfices, prime sur tout le reste. Dans ce cadre nous ne rejetons pas la nécessité de faire perdurer l'activité pour le maintien du personnel, cependant, lorsqu'une activité baisse, il devient crucial de penser à la reconversion ou la formation du personnel pour éviter une précarité de l'emploi. Mais là aussi il n'y a visiblement pas d'étude quant à cette prévision.

-Sur la question du déficit en matériaux, le SRC nous indique de fait un déficit dès 2022 :



<https://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/actualisation-au-15-03-2022-des-scenarios-d-r2467.html>

Selon cette source, sur laquelle s'appuierait la Soudanaise des sables, nous sommes très inquiets quant à la réelle étude des besoins. En effet, cette carte de scénario d'approvisionnement est jointe d'aucune annexe. Le SRC ne distribue pas l'étude ou autres sources qui définissent la création d'un tel scénario.

Il y a un manque de sérieux immuable et de grosses lacunes au sujet de la transparence.

- Sur la question du coût, il serait lié à la réduction du transport. Nous précisons avec sérieux que, dans un système capitaliste, le calcul du coût des matières est avant tout lié à sa quantité et non à la qualité d'approvisionnement.

La société Pigeon ne nous fera pas croire qu'elle défie les lois de ce système alors qu'elle projette d'inonder de sable le marché public. Si tel était le cas nous pouvons croire qu'elle aurait limité ses ventes de sables depuis des années. Force est de constater que notre boulimie envers les matières premières n'a cessé de croître au profit des exploitants.

Cet argument futile sera donc rejeté.

Les risques :

Selon le SRC (Schéma Régional des Carrières):

- L'industrie des carrières peut s'avérer dommageable pour l'environnement. Les principales problématiques sont : la destruction d'espaces naturels riches (zones humides, ou riches en biodiversité), d'espaces agricoles, la pollution visuelle (atteinte au paysage), la pollution de l'eau (nappes supérieures et souterraines polluées par des hydrocarbures, des produits d'entretien, des eaux saturées de poussières), l'air (poussières, fumées), les mouvements de terrains, et la production de déchets.

C'est la raison pour laquelle les carrières sont soumises au régime des ICPE (Installations Classées Pour l'Environnement) : elles ne peuvent être exploitées qu'après l'obtention d'une autorisation, accordée par le préfet après étude d'impact et enquête publique. L'arrêté délivré encadre les conditions d'exploitation du début jusqu'à la fin, et aussi la remise en état de la carrière. Le préfet peut aussi refuser l'autorisation.

- Dans les paragraphes suivants seront analysés l'ensemble des problématiques précitées. Pour ce faire et au vu du peu de temps que nous laisse l'enquête publique (1 MOIS !) notre analyse se fera autour des avis obligatoires et de nos inquiétudes.

1 Avis de la CLE du SAGE vilaine n°1 le 17.12.2021

- « En page 95, le pétitionnaire indique que le projet conservera 1178 ml de haies et détruira 413 ml. Il est proposé une compensation via la plantation de 930 ml de haies arborées, mais il n'y a pas d'analyse des fonctionnalités perdues et cette thématique est absente de l'état des lieux. »

- « A la page 150, le pétitionnaire analyse la compatibilité du projet au SAGE de la Vilaine, et détaille les différents articles du règlement, opposable aux tiers. Pour l'article 7, « Création de nouveaux plans d'eau de loisirs », le dossier indique « La remise en état de la sablière de la Gourbillière prévoit l'aménagement de plans d'eau. La vocation de loisirs de ces plans pourra être débattue en temps voulu avec les acteurs locaux ». Cependant, c'est d'ores et déjà dans le projet

d'autorisation que le pétitionnaire doit valider le projet de remise en état du site, qui doit être conforme avec la réglementation en vigueur.

La remise en état du site est abordée en fin de dossier, en pages 157 et suivantes. Il est indiqué que : « La remise en état du site sera progressive : lorsque l'exploitation d'un secteur arrivera à son terme, il sera aménagé et remis en état. Le site sera donc transformé progressivement pour partie en plans d'eau avec une zone à vocation de loisirs nautiques et une zone dédiée à la pêche, pour partie en zone de loisirs de type promenade et parcours sportif, et des secteurs propices au développement de la biodiversité ».

- « Les terrains seront restitués après aménagement et au fur et à mesure à la collectivité. À terme, le site présentera donc un intérêt pour les activités de loisirs et touristiques de la commune. En ce sens, le chemin d'accès au site sera conservé et une zone de stationnement/retournement sera aménagée ».

« Cette proposition d'aménagement n'est pas conforme avec l'article 7 du SAGE qui interdit la création de nouveaux plans d'eau de loisirs. Le pétitionnaire doit proposer un projet de remise en état détaillé, avec schéma de principe, justifiant d'un usage qui ne pourra être à vocation de loisirs. Si la rétrocession à la commune est maintenue, il conviendra que celle-ci approuve le projet final. »

2 Avis de la CLE du SAGE vilaine n°2 le 3.06.2022

- « En page 100, le pétitionnaire indique que le projet conservera 1178 ml de haies et détruira 413 ml, avec une compensation via la plantation de 930 ml de haies arborées. Cependant, il n'y a toujours pas d'analyse des fonctionnalités perdues et cette thématique est absente de l'état des lieux »

- « Le dossier initial a démontré que le ruisseau de l'Aujuais est connecté à la nappe concernée par le projet. Du fait que l'extraction des sables conduira à prélever l'eau qui y est liée sans remise au milieu naturel, il conviendra de s'assurer que le projet de sablière est bien compatible avec le SDAGE, et en particulier sa disposition 7B3, qui s'applique au territoire de la Chère. Cette disposition stipule, dans le SDAGE 2022-2027, que les prélèvements en période de basses eaux, autres que ceux destinés à l'alimentation en eau potable, à la sécurité civile ou à la lutte antigel, sont globalement plafonnés au volume net maximum antérieurement prélevé en période de basses eaux pour une année donnée », la période de basses eaux étant précisée en disposition 7B1 (d'une durée minimale de 7 mois, et courant généralement du 1er avril au 31 octobre). Il est également précisé que cette restriction s'applique aux « prélèvements dans les cours d'eau et leurs annexes, dans les sources et dans les nappes souterraines contribuant à l'alimentation des cours d'eau ou des zones humides ».

Au vu des éléments transmis, les compléments apportés au dossier d'autorisation relatif à l'ouverture d'une sablière à Soudan sont compatibles avec le SAGE de la Vilaine. Toutefois, le pétitionnaire devra apporter les éléments permettant de s'assurer de la compatibilité de son projet à la disposition 7B3 du SDAGE et des précisions sur l'impact le maillage bocager (destruction de 413 ml sans analyse de leur fonctionnalité et leur biodiversité). »

Analyse du mémoire en réponse à la CLE du SAGE Vilaine :

Dans cette analyse nous ne nous attarderons pas sur l'utilité des haies car le sujet sera évoqué en réponse à l'avis de la MRAE (Mission Régionale d'Autorité Environnementale).

Nous allons donc nous pencher sur la disposition de l'article 7B3 du SDAGE et le mémoire en réponse du porteur de projet.

En premier lieu nous constatons l'impunité du porteur de projet sur la question de la conformité du projet à l'article 7B3. En effet il a été relaté dans les deux avis de la CLE que le projet n'était pas conforme aux dispositions de cet article 7B3 du SDAGE, et en seule et dernière réponse avant dépôt du dossier :

« Le projet ne rentre pas en contradiction avec le règlement du zonage 7B-3 du SDAGE Loire-Bretagne. »

Même en analysant avec la plus grande acuité le document, nous ne trouverons pas les données qui justifient la véracité de cette phrase. De plus, le futur pétitionnaire étaye son propos comme suit;

Page 22 Mémoire en réponse :

*« D'autre part, les sables extraits seront traités au sein de l'installation de lavage du site qui dispose de deux essoreurs. En sortie d'installation, l'humidité comprise dans les sables ne représentera que 5 %. Sur la base de la production de 100 000 t/an sollicitée par le projet et une densité de 1,5 pour le gisement extrait, la quantité d'eau annuelle comprise dans les sables extraits sera de l'ordre de 3 350 m³ (100 000 t/1,5*5%) soit environ 280 000 litres par mois (3 350/12 mois*1 000). A titre de comparaison, une vache consomme entre 40 et 120 litres d'eau par jour soit entre 1 220 à 3 660 litres par mois. »*

Il n'y a là aucune information nous permettant d'affirmer que le ruisseau de l'Ajuais ne serait pas en connexion avec la nappe phréatique. De plus la société Pigeon compare son activité ICPE à une vache. Le porteur de projet fait preuve d'une mauvaise foi évidente.

Un élevage en pâture utilise elle aussi de grandes quantités d'eau. Toutefois, elle ne laisse pas la nappe phréatique s'évaporer sur 23ha. Cette construction bancaire démontre le côté hors sol de cette société et le peu d'intérêt porté auprès des avis obligatoires. Nous attendons là un sérieux effort quant à cette consommation d'eau et une étude plus sérieuse sur la gestion de celle-ci.

3 Avis de l'ARS

Ce document a pour sujet les impacts sonores mais aussi l'impact sanitaire lié aux poussières volatiles dû à l'extraction de matières fines (silice, quartz).

Concernant le bruit :

« Ce projet a été conçu pour éviter, réduire ou compenser au maximum ses impacts potentiels sur l'environnement. De nombreuses mesures ont ainsi été définies dans l'étude d'impact :

- l'exploitant fonctionnera avec une drague électrique, qui vise à limiter les émissions de bruits et de gaz à effets de serre,*
- l'exploitation de sables sous eau avec refoulement hydraulique des matériaux extraits limite les nuisances associées au roulage des engins,*
- l'absence de concassage de matériaux limite les émissions de bruits et de poussières,*

- des mesures d'intégration paysagère comprenant la réalisation de merlons et d'un bardage des installations de traitement, et des plantations arborées en limite du site,
- la mise en oeuvre d'un bardage acoustique autour de l'installation de lavage-criblage,
- l'entretien régulier des véhicules d'exploitation, lesquels seront homologués en matière d'insonorisation. Toutefois, s'agissant des nuisances sonores, la méthode d'estimation des émergences ne permet pas de s'assurer que les limites réglementaires seront respectées dans les zones à émergences réglementées. »

Concernant les risques sanitaires :

« Enfin, s'agissant de l'évaluation des risques sanitaires, la roche exploitée étant du sable, par nature riche en silice, il aurait été utile d'estimer la teneur en silice dans les poussières alvéolaires émises et, a minima de manière qualitative, d'en évaluer l'impact sur la santé de riverains. Dans le cas ce taux de silice s'avérerait supérieur ou égal à 10%, il conviendrait de réaliser cette évaluation des risques sanitaires de manière quantitative. »

Analyse du mémoire en réponse à l'ARS :

En réponse au risque sonore La Soudanaise Des Sables indique que l'étude est visiblement approximative car les simulations sonores n'ont pu être élaborées significativement au vu du trafic régulier. (1905 véhicule/jour) Nous retiendrons cette réponse évasive et sans volonté sérieuse de trouver de meilleures solutions.

Page 23 Mémoire en réponse

« De fait, la prise en compte des L50 nécessiterait de « sous-paramétrer » les sources sonores environnantes puisque les L50 mesurés sont nettement inférieurs aux Leq mesurés. A titre d'exemple, il serait nécessaire de réduire le trafic sur la RD 14 à environ 30 véhicules/jour (contre un trafic moyen journalier annuel de 1905 véhicules dont 5 % de PL employé pour le calage du bruit résiduel) pour obtenir un niveau sonore de 48,1 dB(A) en ZER 3. »

Ce qui aura le plus attiré notre attention ce sont les réponses au sujet des risques sanitaires ; Après quelques comparaisons avec une carrière qui se trouve en Vendée. La démonstration en tableau de prélèvements non datés, non signés, sans titre d'approbation, il nous est indiqué ;

Page 26 Mémoire en réponse :

« Les résultats des prélèvements réalisés montrent des concentrations en poussières alvéolaires spécifiques et non spécifiques bien inférieures aux différents seuils définis par la réglementation (VLEP : valeurs limites d'exposition professionnelle). Ce constat tient notamment du fait que l'extraction du gisement se fait en eau et que le sable extrait est naturellement humide et de ce fait moins sujet à sa mise en suspension dans l'air. »

Dans cette démonstration évasive, le porteur de projet ce contredit sans retenue. En effet dans leur précédente comparaison à un élevage bovin nous avons retenu cette phrase ;

« En sortie d'installation, l'humidité comprise dans les sables ne représentera que 5 %. »

Suivi de ce paragraphe ;

« Toutefois, les sables traités ne seront pas immédiatement exportés de la sablière de la Gourbillière. Sur les autres sites du Groupe PIGEON CARRIERES, il est observé une durée minimale d'au moins 4 jours de stockage des sables. Le stockage des matériaux est en effet nécessaire afin de pouvoir répondre en permanence à la demande et éviter ainsi un fonctionnement en flux tendus. Ainsi, la

quantité d'eau contenue dans les sables traités pourra naturellement s'écouler et rejoindre la nappe. Le cas échéant, cet écoulement sera d'autant plus favorisé par les pluies qui viendront évacuer l'eau de la nappe résiduelle compris dans les sables. »

Pour répondre aux besoins de fonctionnement du site, il apparaît très clairement que le sable sera déchargé de son eau le rendant ainsi plus volatile. La population ne peut se permettre de subir les risques sanitaires liés à la respiration de ces particules.

<https://www.inrs.fr/risques/silice-cristalline/ce-qu-il-faut-retenir.html>

« Les travaux susceptibles d'exposer les salariés à l'inhalation de poussières de silice cristalline sont présents dans la majorité des industries de manufacture et de construction. Or, les effets sur la santé de ce minéral peuvent être particulièrement graves et invalidants (notamment la silicose et des cancers pulmonaires). Il convient donc de réduire les expositions professionnelles à la silice cristalline au niveau le plus bas possible. »

4 Avis de la MRAe

Le document de la MRAe est sans équivoque celui qui nous aura permis d'affirmer le manque de sérieux du projet de carrière à Soudan. Dans cet avis nous trouverons plusieurs lignes de lecture qui nous ont permises de confirmer nos inquiétudes et d'établir un constat.

1 l'enjeu économique

La MRAe recommande :

- de compléter la description du projet pour ce qui concerne le contexte relatif à l'offre de production et de destination des matériaux de la carrière de Teillé à laquelle le projet est appelé à succéder ;
- de compléter l'argumentaire relatif à la nouvelle zone de chalandise desservie au regard des besoins de matériaux des installations de l'entreprise dans le rayon d'une cinquantaine de kilomètres et de justifier la durée d'exploitation sollicitée.

2 les poussières et l'eau

« Seules les eaux issues des 3 bassins de décantation successifs (dimensionnés également pour collecter les eaux de ruissellement du site) serviront à l'installation de lavage des sables selon un fonctionnement en circuit fermé. Le bassin d'eau claire servira également le cas échéant à l'arrosage des pistes et des stocks pour éviter les envols de poussières. »

« La MRAe recommande :

- de présenter une analyse de la compatibilité du projet vis-à-vis du SDAGE Loire Bretagne 2022-2027 notamment du point de vue du prélèvement engendré par l'activité extractive ;
- une vigilance accrue dans le suivi des impacts de l'extraction sur les débits du ruisseau de l'Aujuais. »

3 Biodiversité

« La MRAe recommande :

- de préciser clairement le calendrier des périodes d'exclusion pour les opérations susceptibles d'impacter les reptiles et oiseaux ;
 - de préciser la nature des fonctionnalités offertes aux différentes espèces par les haies appelées à disparaître et de présenter une approche garantissant une compensation équivalente au plan écologique ;
- de présenter une analyse argumentée quant à la nécessité ou non de recourir à une procédure de dérogation relative à la réglementation des espèces protégées ;

– de détailler l'estimation financière correspondante aux diverses mesures prévues en faveur de la biodiversité et de préciser la portée, les modalités et les fréquences du suivi naturaliste à mettre en oeuvre tout au long de la durée d'exploitation. »

4 Energie climat

« La MRAe recommande :

– de présenter au sein de l'étude d'impact le bilan des émissions de gaz à effet de serre du projet, basé sur la première analyse produite en annexe à détailler et à compléter pour la durée d'exploitation et la remise en état ;
– d'analyser pour la durée d'exploitation et pour la remise en état, les incidences liées à la mise en place de plans d'eau en tenant compte des évolutions prévisibles du climat dont les effets se font d'ores et déjà sentir sur le territoire.

Concernant les trois premiers points, nous saluerons l'essai amené dans le mémoire en réponse. Mais là aussi peu concluant, l'étude n'ayant pas été sérieusement effectuée les réponses nous laisseront douteuses sur la réelle volonté de protéger l'environnement. En prime la société Pigeon se repose sur des autocontrôles effectués tous les ans au sein de la nappe phréatique, sans nous indiquer les positions géographiques de ces derniers. Cela nous reporte aux premiers arguments de notre synthèse concernant la transparence de ce projet et du SRC (Schéma Régional des Carrières).

Analyse du mémoire en réponse à la MRAe :

Concernant la prévision des incidences liées à l'évolution climatique, le bilan du mémoire en réponse et la volonté de tout mettre en oeuvre pour protéger l'affluent de la Vilaine est catastrophique. Dans le cadre où nous essayons de favoriser l'accessibilité de ce dossier nous ne prendrons qu'un seul exemple, qui nous semble être le plus concret.

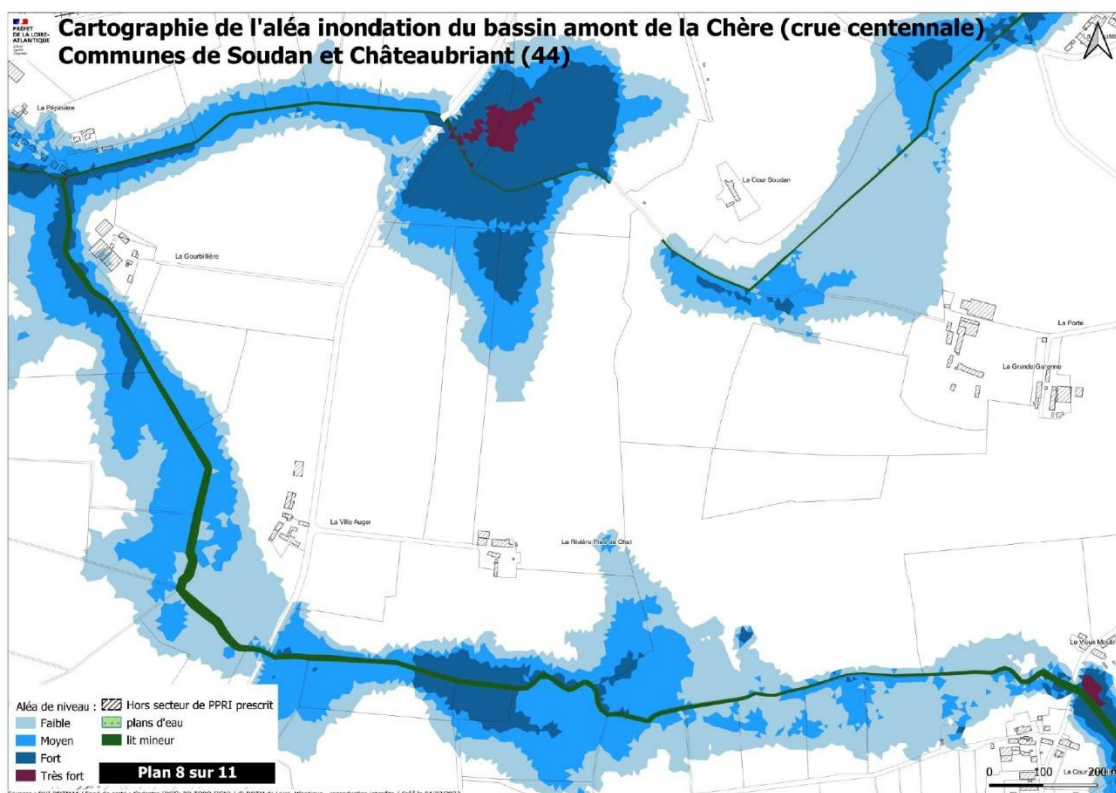
Page 21 du mémoire en réponse :

« Le projet porté par la SOUDANAISE DES SABLES tient compte de cette évolution climatique. L'emprise du projet et la localisation de ses infrastructures ont notamment été revues à la parution de la version projet du PPRI afin d'intégrer ce risque. Tel que mentionné à la page 125 de la partie 6.2 Impacts du projet, une attention particulière sera toutefois portée à l'évolution du risque inondation à hauteur du projet si le PPRI de la Chère devait être revu au cours des 30 années d'exploitation du site. »

Premièrement la pagination 125 de la partie 6.2 n'existe pas. Cependant le dossier numérique nous propose une page de géologie avec la photo d'un carottage et une explication des différentes couches de sols. Nous notons l'attention particulière !!

Deuxièmement, La MRAe n'en fait pas mention mais, pour approfondir les sources précitées, les dernières études du PPRI, commandé en 2018 après les fortes inondations sur l'ensemble de la Chère, ont permis d'élaborer des cartes en début d'année 2022. De fait les zones inondables enregistrées ne tiennent pas compte de l'extraction de 3 millions de tonnes de sables décrite dans le ce dossier.

Troisièmement, il apparaît sur le plan de carrière que les zones de décantation se trouvent au plus près de la Chère et dans une zone inondable, selon le PPRI.



<https://www.loire-atlantique.gouv.fr/Politiques-publiques/Risques-naturels-et-technologiques/Prevention-des-risques-naturels/Plans-Prevention-Risques-Naturels-Previsibles/Les-plans-de-Prevention-des-Risques-Inondation-en-Loire-Atlantique/Le-PPRI-du-bassin-Amont-de-la-Chere>

Nous doutons là encore de l'attention particulière portée aux risques d'inondations. Il est souhaitable qu'une étude soit faite sur les différents taux d'absorption du sable et des dangers que représente la suppression de l'énorme éponge que compte extraire la société pigeon.

L'inaccessibilité du dossier:

A travers l'enquête publique et au fil de notre lecture nous avons relevé plusieurs point qui rendent ce dossier peu lisible voir inaccessible, menant ainsi la population à porter une lourde charge en peu de temps, la laissant démunie face aux réelles propositions du projet. Cette situation est bien souvent la source de conflits que crée ce type de projet.

1 Concernant les risques de pollution il est souhaitable que le BASIAS (Base de données des anciens sites industriels et activités de services) soit accessible pour comparer les enjeux environnementaux que représente une carrière en activité et le résultat suite à l'exploitation. Or, ce dossier est aujourd'hui inaccessible ou très difficilement.

Aussi nous feront remarquer que les objectifs de la Loi ALUR¹ ne sont pas respectés, nous appuyons le fait d'un sérieux manque de transparence au sujet des textes et fichiers précités dans ce volet.

2 La lecture d'un tel document nécessite une attention particulière et le temps imparti ne convient pas à se faire une idée du projet dans sa totalité. Nous comprenons ainsi pourquoi la société Pigeon est très évasive sur des points qu'elle ne maîtrise pas.

3 Au vu des points très techniques que comporte ce dossier il aurait été souhaitable que les différents acteurs communiquent auprès de la population.

4 Aucune concertation publique seul Le Cri du Bocage aura eu l'initiative d'une réunion mais déjà bien en amont. Cette réunion ne reposait que sur la prévention non sur le fond. Nous sommes désolés qu'il n'y ait pas eu un réel partage d'information.

5 Les liens pour accéder au dossier sur le net demandent une manipulation particulière et dissuadent ainsi la population déjà démotivée.

6 La présentation du dossier et les références citées sont difficilement trouvables voir inaccessibles.

Visibilité du projet:

- Le 7 juillet 2020 à la salle polyvalente de Soudan. Une nouvelle version du projet a été reproposée au conseil municipal de Soudan. Cette nouvelle version intégrait les modalités d'exploitation présentées par une demande d'autorisation et prenait notamment en compte une diminution de moitié de la production (100 000 t/an au lieu des 200 000 t/an initiaux). Le conseil municipal n'aura pas perçu l'intérêt de porter ce dossier à la totalité des communes partageant les abords de la Chère. Ceci nous laisse supposer une certaine inaction portée à la démocratie participative, ainsi que l'étude sérieuse effectuée auprès de ce dossier avant le vote du 7 Juillet 2020. Ces manquements nous laissent supposer une certaine volonté de la part de la société Pigeon d'accélérer la procédure.

- L'association Le Cri Du Bocage n'aura été reçue que deux fois par les deux équipes municipales. Toutes les deux restreintes en nombre, créant ainsi une sérieuse séparation avec les personnes absentes.

- Les nombreux avis environnementaux partagés dans le dossier de l'enquête publique auraient pu être mis plus en évidence auprès de la population.

- Une démocratie participative inexistante.

La liste est longue et nous prenons d'ores et déjà l'initiative de nous entretenir avec les élus des différentes structures pour leur faire part de nos inquiétudes sur ces manquements auprès de la population, au sein de la démocratie défendue par l'assemblée.

Conclusions :

- Un projet hors sol, nécessaire à la seule économie et la continuité de l'activité du groupe Pigeon.

- Un projet qui n'aura que peu étudié la réalité de son impact sur la destruction de la faune et de la flore avant compensation.

- Un projet rendant une zone inondable, ruisselante. Nous laissant supposer des inondations majeures sur les communes en aval.
- Un projet bardé d'autocontrôle qui s'autorise ainsi de mettre à vif la nappe phréatique, laissant ainsi une évaporation certaine et un dérèglement des niveaux de la nappe.
- Un projet ICPE se voulant plus juste qu'un élevage bovin.
- Des études sur les contraintes climatiques non réalisées.
- Une consommation d'électricité accrue (290KwH) alors que tous les voyants sont au rouge.
- Un arrosage des pistes en pleine sécheresse pour éviter les risques sanitaires et prévenir la santé des travailleuses-rs.
- Une route départementale non étudiée pour accueillir une quarantaine de camions supplémentaires.
- Un trajet qui contournerait le bourg mais qu'en est-il des chauffeurs qui n'auront pas les infos ?
- Des créations d'emplois mais sur quel régime ? CDD, CDI, mi-temps..? Combien ? Les reformatons des salariés ?
- Aucune responsabilité sérieuse quant à la proximité des habitations et des écoles en contact direct avec les dangers que représente ce projet.
- Un déroulement de la procédure largement favorable à ce que toutes actions défavorables soient éteintes.
- Aucune étude archéologique ou géographique.
- Aucune étude sérieuse sur l'incidence des niveaux hydrographiques suite à un prélèvement conséquent de sable.
- Un montage financier plus solide que l'étude d'impact.
- Des habitantes-s mal informées-s.

Au vu des arguments précédents et du bilan de notre lecture, nous espérons que le dossier présenté par la Soudanaise des Sables lors de l'enquête publique sera rejeté et qu'une étude plus sérieuse sera menée. Nous souhaitons également que les sociétés qui s'emploient à extraire ou utiliser du sable s'emploient activement à trouver de nouvelles solutions de constructions.

Comme prétendu dans le SRC le sable devient rare. Au vu de l'espérance de vie de cette matière, elle devrait être économisée le plus possible afin de préserver notre environnement et cadre de vie. Il est de la responsabilité des pouvoirs publics d'inciter fortement à la recherche d'alternatives de constructions et par conséquent de mettre un frein majeur à l'artificialisation de terres agricoles.

¹ *La loi Alur poursuit trois objectifs majeurs : réguler les marchés immobiliers et encadrer les pratiques abusives, favoriser l'accès au logement, en protégeant les populations les plus vulnérables, développer l'innovation et la transparence.*



